

## L'ethnisation des mobilisations collectives en Asie centrale depuis 1989

*The Ethnicisation of Collective Mobilisations in Central Asia since 1989*

ЭТНИТИЗАЦИЯ КОЛЛЕКТИВНЫХ МОБИЛИЗАЦИЙ В ЦЕНТРАЛЬНОЙ АЗИИ С 1989

ГОДА

**Olivier Ferrando**

---



**Édition électronique**

URL : <http://asiecentrale.revues.org/3319>

ISSN : 2075-5325

**Éditeur**

Éditions De Boccard

**Édition imprimée**

Date de publication : 30 novembre 2016

Pagination : 195-223

ISBN : 978-2-84743-161-2

ISSN : 1270-9247

**Référence électronique**

Olivier Ferrando, « L'ethnisation des mobilisations collectives en Asie centrale depuis 1989 », *Cahiers d'Asie centrale* [En ligne], 26 | 2016, mis en ligne le 01 novembre 2017, consulté le 05 janvier 2017.

URL : <http://asiecentrale.revues.org/3319>

---

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.

© Tous droits réservés

## **L'ethnicisation des mobilisations collectives en Asie centrale depuis 1989**

Olivier FERRANDO\*

À l'instar de la société soviétique, la population d'Asie centrale est composée d'une multitude de groupes nationaux, qu'ils soient originaires de la région ou arrivés, de manière volontaire ou forcée, après la colonisation russe puis l'instauration du régime soviétique. En Asie centrale, la question des nationalités est longtemps restée dominée par la doxa de l'amitié des peuples, laissant peu de marge à l'expression de revendications ethniques. C'est à la faveur de la politique d'ouverture voulue par Mikhaïl Gorbatchev, à son arrivée à la tête du Parti communiste de l'URSS en 1985, que les groupes nationaux ont pu exprimer plus librement leurs critiques à l'égard du régime et leur quête d'une plus grande autonomie politique, économique et culturelle. Forts de leurs élites administratives, les groupes titulaires des républiques d'Asie centrale (par exemple les Ouzbeks d'Ouzbékistan) furent les premiers à formuler des revendications nationales pour réhabiliter leur identité, qu'ils estimaient avoir été dénaturée par le régime soviétique. En réaction, les groupes minoritaires (par exemple les Tadjiks d'Ouzbékistan) exprimèrent leur inquiétude d'être pris en étau entre la machine identitaire de l'Union soviétique finissante et le dessein nationaliste naissant du peuple titulaire (Brubaker, 1992, 1994 &

---

\* Olivier Ferrando est docteur en science politique et chercheur associé au Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po. Il a dirigé l'Institut français d'études sur l'Asie centrale (IFEAC) à Bichkek de 2013 à 2016. Ses recherches portent sur les minorités ethniques en Asie centrale, les mobilisations identitaires et les transformations sociales de la région depuis la fin de l'URSS. Contact : olivierferrando@gmail.com.

1996). C'est précisément ce processus de montée des revendications minoritaires que nous proposons d'étudier dans cet article en prenant l'exemple de trois républiques d'Asie centrale – l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizstan – et leurs trois groupes ethniques éponymes – les Ouzbeks, les Tadjiks et les Kirghiz – qui, en fonction de leur situation géographique, jouissent d'un statut de nation titulaire ou sont relégués à celui de groupe minoritaire d'une autre république<sup>1</sup>. Par exemple, en 1989, les Ouzbeks comptaient pour 71,4 % de la population totale de leur république éponyme, l'Ouzbékistan, mais ils représentaient également de fortes minorités dans les républiques voisines – 23,5 % au Tadjikistan et 12,9 % au Kirghizstan. De même, les Tadjiks étaient plus de trois millions au Tadjikistan mais près d'un million en Ouzbékistan (voir le Tableau 2).

*Tableau 2*  
*Proportion des principaux groupes nationaux (1989)*

	Ouzbékistan		Tadjikistan		Kirghizstan	
	Population	%	Population	%	Population	%
Ouzbeks	14 142 475	71,4 %	1 197 841	23,5 %	550 096	12,9 %
Tadjiks	933 560	4,7 %	3 172 420	62,3 %	33 518	0,8 %
Kirghiz	174 907	0,9 %	63 832	1,3 %	2 229 663	52,4 %
Autres	4 559 135	23,0 %	658 510	12,9 %	1 444 478	33,9 %
Total	19 810 077	100,0 %	5 092 603	100,0 %	4 257 755	100,0 %

Source : Goskomstat, 1991.

### **La structuration des minorités ethniques à la fin de la période soviétique et les premières années d'indépendance**

D'après Barany, la dimension la plus significative d'une mobilisation ethnique est la forme institutionnelle qu'elle prend pour donner corps à l'action collective (Barany, 2002, p. 72). Or, dans les sociétés présentant un clivage ethnique, les groupes ont tendance à s'organiser en fonction de leurs affinités ethniques (Horowitz, 1985, pp. 291-297). Partant de cette

<sup>1</sup> Le choix d'une matrice à trois républiques et trois groupes ethniques est motivé par la volonté de limiter les variables d'analyse dans cette approche comparative. Le Kazakhstan est un cas à part, en raison de la présence d'une population russe, plus nombreuse et plus ancienne que dans les autres républiques d'Asie centrale. Quant aux populations russes ou russophones (Ukrainiens, Biélorusses, Allemands, Tchétchènes, Coréens, etc.) des trois républiques choisies, il s'agit de groupes allogènes à la région, dont les revendications ne sauraient être étudiées au même titre que celles des groupes nationaux originaires d'Asie centrale.

hypothèse, nous allons dans un premier temps analyser comment les minorités des trois républiques ciblées se sont structurées pour donner voix à leurs revendications.

À la fin des années quatre-vingt, des mouvements nationalistes se développent dans chacune des trois républiques socialistes soviétiques (RSS) pour défendre les droits de la nation titulaire et dénoncer les effets négatifs de la soviétisation et de la russification de leur société. Il s'agit par exemple des mouvements *Birlik* [Unité] et *Èrk* [Liberté] en Ouzbékistan, *Narodnoe edinstvo Kirgystana* [Unité nationale du Kirghizstan] au Kirghizstan, et du parti *Rastokhez* [Renaissance] au Tadjikistan. De leur côté, les groupes ethniques minoritaires ne tardent pas à développer leur propre rhétorique, vindicative à la fois à l'égard de Moscou, accusé de tous les maux passés, mais aussi contre le nationalisme grandissant des autorités de leur république de rattachement. L'institutionnalisation de ces mouvements populaires se fait à deux niveaux, qui représentent donc deux perspectives d'analyse. Du point de vue de la structure, nous analyserons la portée du statut juridique choisi par les activistes ethniques lors de la création de leur organisation et éventuellement l'évolution de ce statut après la dissolution de l'URSS. Du point de vue du discours, il s'agit de comprendre comment s'articulent les doléances et les demandes des différentes minorités à la fin de la période soviétique, puis pendant les premières années d'indépendance.

La plupart des organisations ethniques ont été créées sous la perestroïka comme « Centres culturels nationaux » (*nacional'nyj kul'turnyj centr*), un statut qui était alors reconnu pour promouvoir l'Amitié des peuples au sein de chaque république soviétique. Certains groupes font cependant exception à cette pratique.

### *La dépolitisation forcée des Tadjiks d'Ouzbékistan*

En Ouzbékistan, en 1989, les Tadjiks représentent officiellement 4,7 % de la population nationale et se concentrent essentiellement dans les villes antiques de Samarkand et Boukhara. C'est précisément à Samarkand que les Tadjiks créent en 1987 l'Organisation politico-sociale (*Social'naâ političeskaâ organizaciâ*), dont l'intitulé annonce un objectif clairement politique. Mais ne parvenant pas à l'officialiser sous cette forme,

ils l'enregistrent en 1988 sous le nom d'Organisation culturelle civique (*Obšestvennâ kul'turnaâ organizaciâ*, mieux connue sous son acronyme russe OKO)<sup>2</sup>. Malgré ce glissement vers le champ lexical culturel, l'organisation ne perd rien de son identité politique. Ses statuts affichent quatre revendications principales : la promotion de l'enseignement en langue tadjike dans les écoles et universités de Samarkand ; le droit de modifier la mention de l'ethnicité dans les documents d'identité ; la promotion du tadjik comme langue officielle ; et un meilleur approvisionnement des magasins d'État, en cette période de pénurie de biens de toute sorte.

Dans une volonté de mobiliser la population autour de ces revendications, les activistes d'OKO organisent de nombreuses réunions et manifestations sur la voie publique, jusqu'à ce premier rassemblement d'envergure, aux abords de la ville, dans le stade Spartak, comme le relate l'un des cofondateurs d'OKO :

Le 15 septembre 1988, nous avons organisé la première manifestation de masse de l'histoire de la république ouzbèke. Des milliers de Tadjiks sont venus de toute la province. C'était un meeting pacifique mais nous sentions que le régime était nerveux car il n'avait jamais géré cela. [...] Pendant des mois, nous avons maintenu la pression. La population comprenait que c'était le seul moyen de protéger notre langue et notre culture (entretien, 29 août 2008).

Face à l'immobilisme des autorités, huit activistes d'OKO décident en 1990 de faire une grève de la faim devant le siège du gouvernement provincial (*Hokimiât*). La médiatisation d'une telle action incitera le gouvernement de la RSS ouzbèke à dépêcher une commission pour rencontrer les grévistes et écouter leurs doléances. Au troisième jour de jeûne, le maire de la ville finit par annoncer un oukase où il est stipulé : « à partir du 22 mai 1990, le Conseil des députés du peuple de la région de Samarkand autorisera le changement de l'appartenance ethnique (*nacional'nost'*) dans les passeports ». OKO vient de remporter sa première victoire et non des moindres.

Pendant toute la période soviétique, les Tadjiks d'Ouzbékistan avaient en effet subi une politique plus ou moins forcée d'incitation à se déclarer Ouzbeks (Foltz, 1996, p. 215). Ce fut massivement le cas dans les années trente, lorsque les habitants obtenaient pour la première fois un document

<sup>2</sup> En 1985, les orientalistes tadjiks Rustam et Šarif Šukurov avaient fondé à Moscou le Centre culturel *Mehr* [affection en tadjik] pour promouvoir la renaissance culturelle des Tadjiks d'Union soviétique.

d'identité mentionnant leur appartenance ethnique, comme en témoigne un activiste tadjik de Boukhara :

Ma grand-mère m'a souvent raconté la première fois qu'elle a vu « un homme en veste de cuir ». C'était avant la guerre. Des officiels sillonnaient la ville pour enregistrer les habitants et leur donner un passeport. Lorsqu'ils lui ont demandé quelle était son appartenance ethnique, ma grand-mère a répondu : « Je suis boukhariote (*man Buhori*). Je parle boukhariote ». Lorsqu'ils lui remirent le document, elle était enregistrée comme Ouzbèke (entretien, 27 septembre 2008).

Si l'essentiel de l'ouzbékisation des Tadjiks eut lieu à cette époque de méconnaissance par la population du concept soviétique de « nationalité », ceux qui souhaitaient rétablir une erreur en étaient empêchés par la législation en vigueur. L'oukase de 1990 réhabilite donc les Tadjiks dans leur identité officielle. Il leur suffit de payer trois roubles pour obtenir un nouveau passeport, avec la mention rectifiée de leur appartenance ethnique. Dans la foulée de cette victoire, OKO décide d'organiser un second rassemblement, mais cette fois-ci sur la place du Registan, cœur historique de la ville. La démarche est d'inviter tous les Tadjiks du pays à se joindre à la manifestation, afin de les faire bénéficier de l'avancée qu'ils ont obtenue<sup>3</sup>, et d'envisager la création d'une organisation tadjike à l'échelle nationale, comme l'explique le cofondateur d'OKO :

Nous avons lancé des invitations par l'intermédiaire de nos réseaux professionnels et privés, mais aussi en passant par les *Hokimiats* des provinces et des districts. Beaucoup de monde affluait sur la place. Mais cette fois, les autorités n'ont pas laissé faire. Ils ont dispersé la foule avant même que la réunion ne commence. Cela s'est fait pacifiquement. Nous ne voulions surtout pas de confrontation car la plupart des policiers étaient des Tadjiks, comme nous. Ils obéissaient juste aux ordres.

Cette tentative avortée de rassemblement est la dernière action d'envergure menée par OKO. Inquiet d'une éventuelle radicalisation des revendications de sa minorité tadjike, mais également préoccupé par la tournure violente que prennent au même moment les manifestations populaires au Tadjikistan voisin, le gouvernement ouzbek nouvellement indépendant modifie sa législation et se lance dans un véritable harcèlement juridique

<sup>3</sup> Dans la mesure où la nouvelle règle émanait d'une administration régionale, elle s'appliquait seulement aux résidents de la province de Samarkand. Notons cependant qu'à Boukhara, une grève de la faim simultanée avait permis d'obtenir le même oukase pour les habitants de la province.

de l'organisation OKO, qui finit par être interdite en 1992 par le tribunal administratif de la province de Samarkand<sup>4</sup>. Seul reste alors en activité le Centre culturel national tadjik de la province de Samarkand (CCNT-S), créé par OKO en 1989 comme une antenne culturelle, chargée des activités sportives, éducatives et artistiques.

Loin de se résigner, les fondateurs d'OKO modifient les statuts du CCNT-S pour en faire leur nouveau porte-parole politique. Son mandat culturel est à son tour externalisé et transféré à une nouvelle antenne créée pour l'occasion, la fondation Rudaki. Mais la loi sur les Organisations de la société civile de 1991 est amendée le 3 juillet 1992 par le Parlement de l'Ouzbékistan indépendant<sup>5</sup> avec un durcissement du contrôle administratif sur les organisations non gouvernementales, entraînant l'interdiction, à son tour, du CCNT-S. Une année après l'indépendance de l'Ouzbékistan, la fondation Rudaki est donc le dernier avatar du mouvement ethno-politique tadjik encore toléré par les autorités.

### *L'auto-confinement culturel des Ouzbeks du Tadjikistan*

Au Tadjikistan, on assiste, en 1989 à la création d'une kyrielle de centres culturels, notamment pour les communautés juive, arménienne et coréenne. Principale minorité du pays avec 23,5 % de la population, les Ouzbeks décident, dans un premier temps, de constituer un groupe informel d'initiatives (*Iniciativnyj grup*) chargé d'élaborer le programme d'actions et les statuts de leur future organisation. Très rapidement, les débats se focalisent sur la forme juridique que doit prendre cette structure. La question sous-jacente est évidemment de savoir s'ils souhaitent disposer d'un centre culturel ou d'une organisation politique, comme l'explique l'un des activistes de l'époque :

Nous étions en 1990. Il y avait déjà eu des tensions avec les Arméniens. Les nationalistes tadjiks tenaient un discours très radical et ont commencé à susciter la méfiance des Ouzbeks. Alors, certains d'entre nous voulaient créer un instrument politique pour défendre nos droits. Mais d'autres craignaient que cela ne provoque encore plus la confrontation avec les Tadjiks.

<sup>4</sup> Ce raidissement des autorités ouzbèkes n'a pas concerné seulement la minorité tadjike. À la même époque, le mouvement nationaliste ouzbek *Birlik* était interdit, et ses dirigeants contraints à l'exil.

<sup>5</sup> Le texte de loi est disponible sur le site [http://base.spininform.ru/show\\_doc.fwx?rgn=6230](http://base.spininform.ru/show_doc.fwx?rgn=6230), dernière consultation le 30 septembre 2016.

[...] Finalement, il a été décidé de réunir la centaine de membres du groupe lors d'une conférence constitutive et le choix s'est fait par vote à main levée (entretien, 11 septembre 2008).

L'option culturelle l'emporte à une faible majorité et le Centre culturel des Ouzbeks au Tadjikistan (CCOT) voit finalement le jour en novembre 1990. Doté d'un président et d'un conseil d'administration de sept membres, le CCOT dispose alors d'une structure pyramidale, avec un centre républicain et des comités dans les provinces et districts où les Ouzbeks ont un habitat compact. Par exemple, dans la province de Leninabad au nord du pays, le CCOT installe son comité provincial dans les bâtiments du *Hukumat* [administration provinciale] et coordonne un réseau de comités dans 12 des 14 districts de la province. Parmi les premières actions menées pour promouvoir la langue et la culture ouzbèkes, le CCOT organise dès 1991 l'édition d'un journal hebdomadaire de langue ouzbèke, *Haq Söz* [Parole de vérité], sous la direction du poète Ušodi Sattor. Très tôt cependant, le CCOT se trouve confronté à la difficile réalité de la guerre civile qui déchire le pays. Si son mandat initial était de promouvoir la paix et l'amitié entre les Ouzbeks et les autres groupes ethniques du Tadjikistan tout en rassurant ses membres face à la montée du nationalisme tadjik, le CCOT va jouer un rôle pacificateur pendant la guerre, notamment en canalisant et en modérant l'ardeur des va-t-en-guerre, ces jeunes Ouzbeks réclamant des armes pour protéger leur quartier.

Après la guerre, dans le contexte de redistribution du pouvoir entre les anciens belligérants, les activistes ouzbeks prennent conscience de l'inadaptation de leur organisation aux nouveaux enjeux auxquels ils sont confrontés :

Le pays était en train de se reconstruire. Et nous, les Ouzbeks, nous avons juste un centre culturel et un journal. [...] Les centres culturels, c'est bien pour les diasporas comme les Russes ou les Coréens parce qu'ils n'ont aucune demande. Mais nous, nous avons nos racines ici (*my korennye*). Il nous fallait accroître notre influence pour participer au jeu politique (*idem*).

À la faveur d'un cadre constitutionnel et juridique qui, contrairement à l'Ouzbékistan à la même période, offrait aux organisations de la société civile de plus grandes libertés, le CCOT change de statut et s'enregistre sous le nom de Société des Ouzbeks au Tadjikistan (SOT) en octobre 1994. La Société conserve la même structure pyramidale dans les provinces et districts, mais elle élargit sa direction à 13 administrateurs et se dote d'un



conseil central de 32 membres, élus tous les deux ans lors d'un rassemblement des membres de la SOT. En 1994, Kurban Sattarov, chef-adjoint du district de Âvan dans le sud du pays, est élu premier président de l'organisation qui prétend alors rassembler 530 000 membres (Anonyme, 1996). Mais ce passage d'une mission culturelle à un mandat politique n'est pas sans conséquence sur les relations de pouvoir entre les dirigeants. En 1996, Sattarov décide de ne pas renouveler son mandat et c'est l'ancien chef de guerre Žahongir Ruziev qui le remplace ; ce dernier tente alors d'imposer son agenda personnel à l'organisation. En 1998, le conseil central décide de suspendre la pratique du rassemblement bisannuel :

Le fait de se réunir entre Ouzbeks au sein d'une assemblée a commencé à éveiller la suspicion des Tadjiks, surtout après l'élection de Žahongir. Mais en fait les Ouzbeks et les Tadjiks avaient les mêmes problèmes. Alors à quoi bon continuer à vouloir discuter de cela juste entre nous. Ça pouvait laisser croire à un complot contre le pouvoir. [...] Mais nous n'avions aucune ambition politique, nous voulions juste protéger notre culture, notre langue, notre histoire (entretien, 20 novembre 2006).

Les Ouzbeks souhaitaient participer activement à la vie politique de leur pays dans cette période de reconstruction nationale, et s'étaient dotés pour cela d'une organisation à mandat politique. Mais craignant que cette politisation n'offusque leurs concitoyens tadjiks, ils finissent par autocensurer leur organisation et en réduisent le champ d'action à la sphère culturelle.

### *La fragmentation de la société civile ouzbèke du Kirghizstan*

Au Kirghizstan, les Ouzbeks et les Tadjiks représentent les deux principales minorités ethniques autochtones du pays, concentrées dans la vallée du Ferghana. Comme ailleurs en Asie centrale, ces deux groupes se structurent en associations ethniques au moment de la perestroïka. Les Tadjiks créent la Société des Tadjiks du Kirghizstan en 1991 pour promouvoir la langue et la culture tadjikes, renforcer l'amitié des peuples et protéger les droits des Tadjiks<sup>6</sup>.

<sup>6</sup> Ce troisième volet, politique, avait été introduit pour pouvoir défendre les droits des réfugiés arrivés au Kirghizstan pendant la guerre civile, et qui se trouvaient souvent dans un vide juridique (entretien avec Abduhalim Raimžanov, président de l'Association des Tadjiks du Kirghizstan, 4 mai 2007).

Le cas des Ouzbeks est plus particulier, en raison du conflit qui les opposa aux Kirghiz en juin 1990 (voir sur ce sujet l'article de Zajraš Galieva dans ce même numéro). De la même manière qu'au Tadjikistan la guerre civile a conditionné la structuration de la minorité ouzbèke, au Kirghizstan, cet événement tragique constitue un cadre de référence dans la construction d'une organisation ouzbèke. À la fin des années quatre-vingt, la conjonction de plusieurs facteurs socioéconomiques – la crise que traversait l'URSS à cette époque, l'appauvrissement de la population, la pression démographique sur la terre et le logement (Tishkov, 1995 & 1996) et le rôle mobilisateur des organisations nationalistes des deux camps – provoqua, en juin 1990, une éruption de violences entre Kirghiz et Ouzbeks dans le sud de la RSS kirghize. C'est dans ce contexte conflictuel que des intellectuels ouzbeks se rassemblent en *kurultaj* [réunion plénière traditionnelle] et décident de créer en septembre 1990 le Centre culturel national ouzbek (CCNO ou *Özbek Millij Madaniât Markazi* en ouzbek), qui siège à la capitale Bichkek, mais dispose de branches à Djalalabad, Och et Batken, là même où se concentre la minorité ouzbèke. Le mandat de l'organisation est de promouvoir les intérêts des Ouzbeks du Kirghizstan, mais sans heurter le peuple titulaire kirghiz et en respect de la doctrine soviétique de l'amitié des peuples. Il s'affirme clairement comme la voix officielle des Ouzbeks du Kirghizstan.

Pourtant, très tôt, le CCNO connaît des divisions internes. En 1996, la présidence du CCNO est confiée à Davron Sabirov, un homme d'affaires originaire d'Och, en raison de son dynamisme et de sa capacité financière. Or Sabirov vire rapidement au despotisme et tente d'imposer son approche, bien moins conciliante avec les autorités kirghizes que celle jusqu'alors adoptée par le CCNO. Il propose de modifier les statuts du centre culturel pour en faire une société à but politique. Il estime que « les petites nationalités ou les diasporas ont besoin de centres culturels nationaux, pas nous. Nous ne sommes pas une minorité. Nous sommes la majorité ici ! » (Fumagalli, 2005, p. 178). Il est finalement poussé à la démission en 1997, et s'empresse de créer sa Société des Ouzbeks (SO ou *Özbeklar Žamiâti* en ouzbek) (entretien, 13 décembre 2006).

Le premier président du CCNO, Adikžan Abidov, quitte l'organisation à la même époque pour fonder le Centre national ouzbek de la ville d'Och (CNO ou *Özbek Millij Markazi* en ouzbek), en prenant soin de supprimer le

terme restrictif « culturel » de sa dénomination « pour qu'il n'y ait pas de confusion possible sur le mandat » (entretien, 15 décembre 2006). La principale limite de ces deux organisations dissidentes est leur faible rayonnement géographique. La Société des Ouzbeks affirme défendre les intérêts de tous les Ouzbeks de la province d'Och, mais avec un unique bureau dans la ville, l'organisation reste dans l'ombre du CCNO et de sa branche provinciale à Och. Quant au Centre culturel ouzbek, il a un mandat exclusivement sur la ville d'Och et, là aussi, il est en concurrence directe avec la branche municipale du CCNO à Och. Après l'indépendance du Kirghizstan, pas moins de quatre organisations représentent donc les Ouzbeks d'Och (voir Tableau 3).

*Tableau 3*  
*Organisations ethniques ouzbèkes présentes à Och*

	Centre culturel national ouzbek	Organisations dissidentes
Province d'Och	Branche provinciale	Société des Ouzbeks
Ville d'Och	Branche municipale	Centre culturel ouzbek

Le contexte politique de la perestroïka a permis l'émergence de nouveaux acteurs de la société. En se structurant sous la forme de centres culturels, d'associations ou de sociétés, les minorités ethniques ont renforcé leur visibilité et leur capacité à entrer en relation avec les autorités de leur État. Sur la courte période qui s'articule de la fin de l'URSS aux premières années d'indépendance, ces organisations ont accompagné l'évolution sociale, économique et politique de leur pays de rattachement, et ont ainsi quitté le cadre soviétique dans lequel elles étaient nées pour s'adapter à leur nouvel environnement stato-national. En Ouzbékistan, les organisations tadjikes étaient parvenues à un degré élevé de conscience politique. Mais le raidissement des autorités les a contraintes à abandonner le champ de l'action politique pour se limiter à des activités culturelles. Au Tadjikistan, la transformation a suivi un cheminement inverse. Après avoir adopté un statut juridique les circonscrivant au domaine de la culture, les Ouzbeks ont fait le choix de se politiser pour se positionner comme un interlocuteur crédible du gouvernement et participer activement au processus de reconstruction nationale qui suivit la guerre civile, avant de s'auto-confiner dans un rôle moins politique. Le Kirghizstan fut, quant à lui, le seul des trois pays étudiés dans lequel des violences interethniques conditionnèrent le développement des organisations ouzbèkes, aujourd'hui

divisées sur l'attitude – conciliante ou vindicative – à adopter vis-à-vis des autorités kirghizes.

### **Des revendications portées sur la scène publique par des mobilisations ethno-politiques**

La question des revendications identitaires renvoie à l'articulation entre culture et politique (Badie, 1993). Les organisations ethniques ont été conçues pour donner une forme institutionnelle – représentative ou non – à leur minorité, et pouvoir ainsi entrer dans une relation de dialogue et de négociation avec leurs autorités de tutelle. Dès leur création à la fin de l'ère soviétique, ces organisations se sont efforcées de défendre les intérêts du groupe, notamment par le biais de mobilisations ethno-politiques, c'est-à-dire des actions collectives fondées sur l'identité ethnique du groupe et portant des revendications d'ordre culturel, social, économique ou politique (Tilly, 1991, p. 574). Dans sa théorie de la « négociation ethnique » (*ethnic bargaining*), Erin K. Jenne propose un modèle d'analyse du mode d'action des minorités en distinguant trois acteurs : la minorité, la majorité et le lobby. Selon elle, le lobby joue un rôle essentiel dans la relation entre une minorité ethnique et la majorité au pouvoir, notamment par sa capacité à moduler le degré d'exigence de la minorité et le niveau de réponse de la majorité (Jenne, 2007, pp. 38-53).

Dans notre cas, il s'agit donc de comprendre comment, depuis la fin de l'Union soviétique, les acteurs de la société civile des trois républiques ciblées – organisations ethniques et activistes – interviennent comme force de lobby pour mobiliser leur communauté (la minorité) et porter des revendications politiques auprès de leurs autorités de tutelle (la majorité). Existe-t-il des modes d'actions différents en fonction du pays ou de la minorité étudiée ? Et au sein d'une minorité, peut-on distinguer des modes d'actions entre acteurs de la société civile ? Après avoir rappelé les grands principes de la théorie des mouvements sociaux que nous utiliserons dans notre analyse, nous étudierons la capacité de lobby des acteurs en présence et leur mode d'action : les organisations ethniques, dans les avancées qu'elles obtiennent par la négociation ; et les nouvelles élites dirigeantes, reconnues ou dissidentes, dans leur stratégie de mobilisation ethno-politique, entre démarche collective et intérêts personnels.

*La théorie des mouvements sociaux et la construction des États-nations*

La notion de « mobilisation politique » a été utilisée pour qualifier une multitude d'actions collectives : manifestations, processus électoraux, révoltes, émeutes (Nedelman, 1987, p. 185). L'étude des mobilisations ethno-politiques fait appel à deux champs de recherche qui ont été développés séparément : les mouvements sociaux et les études sur le nationalisme (Olzak, 2004, p. 665). Les travaux sur la construction de l'État et de la nation soulignent l'importance des élites dans la transition post-soviétique (Brubaker, 1996 ; Jones-Luong, 2002 ; Taras, 2004). Elles sont les principaux acteurs des processus politiques, dans la mesure où leurs choix et leurs stratégies modèlent la transformation de l'État post-soviétique. Elles sont incontournables en raison même de leur statut et de leur position au cœur du système, mais également parce qu'elles possèdent des ressources de mobilisation. Deux concepts sont particulièrement importants : le leadership et la stratégie. Un leader est une « personne compétente dans la prise de décision stratégique et qui motive ou organise la participation d'autres personnes à des mouvements sociaux et politiques ». La stratégie consiste à « choisir des objectifs et rechercher les moyens les plus appropriés pour les atteindre dans un contexte donné et à moment donné » (Hay, 1995, p. 190).

La théorie des mouvements sociaux repose également sur l'importance des idées – des « cadres » conceptuels (*frames*) que les leaders développent dans leur démarche de mobilisation. La notion de cadres, introduite en psychologie sociale par Erving Goffman, puis développée par David Snow (Snow *et al.*, 1986), a été largement utilisée dans l'étude des mouvements sociaux, notamment dans les républiques post-soviétiques. Dmitry Gorenburg a, par exemple, expliqué les dynamiques de mobilisation des minorités ethniques de Russie en étudiant la manière dont la population percevait les cadres formulés par leurs leaders, qu'ils s'agissent de l'identité ethnique, l'autochtonie, l'irrédentisme, l'activisme anti-gouvernemental (Gorenburg, 2003). Nous utiliserons donc ce concept de cadre pour comprendre les idées que développent les activistes ethniques ouzbeks, tadjiks et kirghiz pour mobiliser les membres de leur groupe.

Les statuts et programmes adoptés par les organisations ethniques dépendent, nous l'avons vu, du contexte sociopolitique dans lequel elles

évoluent. Les bornes culturelles posées par l'Ouzbékistan aux organisations de la société civile ont considérablement limité les possibilités de mobilisation des citoyens appartenant à une minorité. En revanche, la liberté d'action garantie par les législations tadjike et kirghize laisse augurer une plus grande marge de négociation entre les organisations ethniques et les autorités.

*L'activisme ethnique, une menace à la sécurité nationale : le cas de l'Ouzbékistan*

En Ouzbékistan, le vent de liberté de la fin des années quatre-vingt, qui avait permis le développement de nombreuses associations de la société civile, ne tarda pas à changer de direction et entraîna l'adoption de nombreuses mesures restrictives. La sécurité nationale est devenue le point d'orgue de la politique intérieure et étrangère de l'Ouzbékistan. Le discours sur la stabilité a été élaboré contre les menaces – fondées ou supposées – qui pesaient sur la sécurité du pays : le terrorisme, le fondamentalisme islamique, mais aussi l'irrédentisme ethnique (March, 2002). La stratégie développée pour éliminer ces menaces est présentée dans un ouvrage de la collection des écrits du Président Karimov, publiés dans des versions ouzbèke, russe et anglaise. Le péril des « nations séparées » est explicitement présenté dans l'ouvrage :

Les conflits actuels donnent la possibilité à certains d'exagérer le problème des « nations séparées ». Souvent, une sélection délibérée d'arguments est présentée en faveur, par exemple, de l'unification des tribus tadjikes, ouzbèkes ou pachounes, de part et d'autre de la frontière avec l'Afghanistan. Il est terrible d'imaginer les conséquences d'une telle tentative de changer les frontières actuelles en se basant sur le principe ethnique de la division [d'une nation] (Karimov, 1997, p. 25).

Si la principale source de déstabilisation est l'Afghanistan, la menace d'un irrédentisme des « tribus » tadjikes, nommément citées, dévoile la perception négative des autorités ouzbèkes à l'égard de l'activisme tadjik, qu'il soit porté par une organisation ou exprimé par des individus (défenseurs des droits de l'homme, journalistes, etc.). Cette rhétorique sur la sécurité nationale s'accompagne, en Ouzbékistan, d'une politique de répression systématique des opposants et des activistes ethniques et d'un contrôle administratif et policier de leurs activités.

Dans un tel contexte, les questions d'ordre politique ou social sont clairement exclues du champ d'action des organisations et des activistes ethniques. Seules les revendications apolitiques restent tolérées. C'est par exemple le cas des demandes réitérées de Davron Safoev, directeur artistique de l'opéra de Samarkand et activiste tadjik, pour la création d'un théâtre de langue tadjike. En 1989, il envoya douze jeunes Tadjiks de Samarkand étudier à l'Institut d'art dramatique de Douchanbé. En 1992, alors qu'ils devaient entrer dans leur quatrième et dernière année d'études, le Tadjikistan sombrait dans la guerre civile. L'activiste parvint à organiser la venue de deux artistes du Tadjikistan pour assurer les cours de théâtre. Disposant donc d'une troupe fraîchement formée, il s'est efforcé alors de lui donner vie en sollicitant le *Hokimiât* et le ministère de la Culture. Les autorités refusèrent la création d'une institution culturelle permanente mais finirent par accepter de subventionner une troupe sans bâtiment. Plusieurs pièces du répertoire classique tadjik furent mises en scène et présentées, en langue tadjike, dans différentes salles de spectacle du pays (entretien, 29 août 2008).

### *Des négociations réussies au Tadjikistan et au Kirghizstan*

À la différence de l'Ouzbékistan, où les initiatives restent strictement cantonnées au domaine culturel, les organisations et activistes ethniques du Tadjikistan et du Kirghizstan jouissent au début des années quatre-vingt-dix d'une plus grande liberté d'action et peuvent entrer en négociation avec les autorités pour améliorer le quotidien de leur minorité. Les Tadjiks du Kirghizstan (au nombre de 33 519 en 1989) et les Kirghiz du Tadjikistan (63 832) disposent chacun d'une organisation ethnique : l'Association des Tadjiks au Kirghizstan et la Société des Kirghiz au Tadjikistan. Vivant majoritairement dans des zones reculées de montagne, les deux groupes ont été les laissés-pour-compte du processus d'indépendance de leur pays et leurs conditions de vie se sont considérablement dégradées, notamment dans le secteur de l'éducation. Les parents ne cessent de réclamer des manuels scolaires et du matériel pédagogique dans leur langue maternelle et la formation des enseignants aux nouveaux programmes scolaires. Les deux organisations ethniques décident alors de collecter ces demandes et de les porter à la connaissance de leur gouvernement. En exerçant ainsi leur lobby sur les autorités, elles parviennent à négocier qu'un accord bila-

téral soit signé entre les deux ministères de l'Éducation pour que chaque État puisse subvenir aux besoins de ses écoles transfrontalières (entretiens avec Abduhalim Raimžanov, président de l'Association tadjike, 4 mai 2007, et avec Zourakan Davlatlieva, présidente de la Société kirghize, 15 novembre 2006).

Au Kirghizstan, la très grande majorité des doléances des Ouzbeks concernent également les écoles. Depuis l'éclatement du système fédéral d'enseignement, ils déplorent la rupture de l'approvisionnement des manuels scolaires édités en langue ouzbèke, et l'impossibilité faite aux lycéens de poursuivre des études dans leur langue maternelle puisque les universités de langue ouzbèke sont désormais de l'autre côté de la frontière, en Ouzbékistan. Comme pour les minorités tadjike et kirghize, c'est l'organisation ethnique de représentation des Ouzbeks – le Centre culturel national ouzbek (CCNO) – qui va canaliser ces revendications et entrer en négociation avec les autorités pour proposer des solutions. Trois succès peuvent être portés au crédit du CCNO. Le premier est la création d'un centre de production de manuels scolaires pour les écoles de langue ouzbèke. Les ouvrages sont publiés en conformité avec les programmes d'enseignement du Kirghizstan et obtiennent en retour l'agrément du ministère de l'Éducation pour être utilisés dans les écoles (entretien avec le vice-directeur, 12 décembre 2006). Le second succès est l'organisation, à Och, d'une offre d'enseignement supérieur en langue ouzbèke. Professeur émérite et co-fondateur du CCNO, Muhamedžan Mamasaidov est à l'origine de ce projet bilatéral entre le Kirghizstan et l'Ouzbékistan et qui aboutit à la fondation, à Och en 1997, d'une Université kirghize-ouzbèke mieux connue sous son acronyme russe OŠKUU (*Ošskij Kyrghyzsko-Uzbekskij Universitet*). Elle accueille plus de 14 000 étudiants, répartis en 47 départements et trois groupes linguistiques : le kirghiz, l'ouzbek et le russe (entretien avec la vice-rectrice, 12 décembre 2006). Enfin, le troisième succès ne concerne pas l'éducation mais la culture. La ville d'Och disposait depuis 1929 d'un théâtre d'art dramatique en langue ouzbèke. Mais, depuis l'indépendance, une pression s'exerçait sur l'équipe artistique pour qu'elle modifie sa programmation et mette en scène des pièces du répertoire kirghiz. Le directeur du théâtre, un activiste ouzbek qui présidait la branche provinciale du CCNO à Och, parvint à négocier un compromis : la programmation annuelle du théâtre a été élargie pour y



inclure des œuvres du répertoire classique kirghiz mais, en contrepartie, toutes les pièces continuent d'être jouées en langue ouzbèke (entretien, 13 décembre 2006).

Ces trois exemples de concertation réussie entre le CCNO et les autorités illustrent le modèle de négociation ethnique : l'organisation ethnique joue un rôle primordial dans la relation entre la minorité et la majorité. Elle parvient à canaliser les revendications de ses membres, les porte à la connaissance des autorités, et participe à la formulation d'une solution. La fonction de lobby est donc incarnée ici par une organisation ethnique légitime auprès de ses membres, qui lui délèguent leurs revendications, et auprès des autorités qui, en retour, acceptent les termes de la négociation. L'attitude constructive des trois acteurs, couplée à un lobby efficace du CCNO, contribue à répondre aux difficultés rencontrées par la minorité ouzbèke au quotidien et à augmenter la capacité des autorités à accommoder les Ouzbeks dans leur nouvel environnement politique.

### *Les risques d'une allégeance ethnique au pouvoir*

Comme le propose Birgitta Nedelmann dans sa théorie sociologique, la mobilisation politique est aussi et surtout « l'effort d'acteurs d'influencer le partage du pouvoir » (Nedelmann, 1987, p. 181), soit dans une logique de légitimation du partage existant, soit dans une logique de contestation visant à le redistribuer. Dans leur attitude respectueuse de la hiérarchie établie et conciliante avec le pouvoir, les organisations ethniques telles que le CCNO sembleraient agir en faveur d'une légitimation du partage existant. Le gouvernement kirghiz trouverait donc un intérêt à créer une alliance avec cette partie de la population, quitte à laisser une grande liberté d'actions à ses dirigeants. De nombreux auteurs ont souligné l'importance de la division régionale du Kirghizstan dans l'exercice du pouvoir. La structure de la vie politique suivrait ce clivage géographique entre le nord et le sud, transcendant largement les autres formes d'allégeance, notamment l'appartenance ethnique (Jones-Luong, 2004, Melvin, 2001).

Le Président kirghiz Askar Akaev, représentant de la faction nord, n'a eu de cesse de chercher un soutien élargi, notamment en s'attirant les faveurs des minorités du pays. Dans des provinces méridionales qui lui sont majoritairement hostiles, le soutien des Ouzbeks – 26,1 % de la

population locale en 1989 – n'était donc pas anodin pour Akaev. L'analyse du déroulement et des résultats des élections présidentielles de 1995 et 2000 est révélatrice. En 1995, le principal opposant d'Akaev était Absamat Masaliev, ancien premier secrétaire du PC kirghiz, très respecté dans sa province natale d'Och. Les résultats officiels donnent Akaev vainqueur avec 72 % des voix à l'échelle nationale, mais également dans tous les districts de la province d'Och, où les Ouzbeks sont majoritaires. De l'avis des observateurs, la victoire aurait été moins nette, voire impossible, sans l'appui du vote ouzbek (Fumagalli, 2005, p. 137).

En 2000, Akaev est cette fois-ci en compétition avec Omurbek Tekebaev, fondateur et président du parti socialiste *Ata-Meken* [Patrie] et surtout originaire de la province de Djalalabad. Le soutien des Ouzbeks au Président sortant prend la forme d'une déclaration officielle du CCNO, enjoignant ses membres de voter pour Akaev<sup>7</sup>. Des actions collectives se sont alors organisées dans les villes et villages peuplés d'Ouzbeks, notamment grâce au *makhalla*, quartier d'habitation traditionnel des Ouzbeks et des Tadjiks, mais également institution sociale par l'intermédiaire de laquelle les dirigeants ouzbeks pourraient informer et mobiliser la population, et canaliser les votes en faveur d'Akaev (*ibid.*, p. 168). Il l'a emporté avec 76 % des voix. La dérive despotique d'Akaev au cours des années suivantes entraîna une montée des protestations contre son régime, jusqu'à son renversement en mars 2005 par la « révolution des Tulipes » initiée par l'opposant et futur Président Kurmanbek Bakiev. Lors des manifestations, parfois violentes<sup>8</sup>, qui ponctuèrent cette période d'instabilité, le CCNO appela les Ouzbeks à la neutralité, pour éviter qu'ils ne fussent perçus par leurs concitoyens kirghiz comme un cheval de Troie du clan Akaev. Plus qu'un changement de position, cette passivité du CCNO traduit en réalité le calcul stratégique de l'organisation ouzbèke pour esquiver toute collusion avec les opposants au régime.

<sup>7</sup> La déclaration fut notamment reprise par les médias de langue ouzbèke *Mezon* et *Mezon-TV* à Och (observation de l'auteur en octobre 2000 à Och, Kirghizstan).

<sup>8</sup> C'est le cas de la manifestation d'Aksy en mars 2002, au cours de laquelle la population réclamait la libération d'Azimbek Beknazarov. Ce parlementaire de la circonscription d'Aksy avait été arrêté pour s'être insurgé contre la signature par le gouvernement kirghiz d'un accord frontalier avec la Chine, qui entraînait la cession d'un petit territoire de montagne. La manifestation fut violemment réprimée, faisant quatre morts parmi les manifestants (Radnitz, 2005, p. 405).

## **Les jeunes élites ethniques : de nouveaux modèles de mobilisation ethno-politique**

Les études sur les mobilisations ethno-politiques dans l'espace post-soviétique ont souligné le rôle des élites, en tant qu'acteurs ou entrepreneurs ethniques, dans la capacité à formuler des revendications et mobiliser leur communauté autour de ces revendications (Melvin, 2001 ; Laitin, 1998). La théorie du choix rationnel suppose que les intérêts recherchés par ces acteurs sont fixes dans le temps. Mais Colin Hay estime, pour sa part, qu'ils sont amenés à varier car chaque acteur a la capacité d'agir consciemment en fonction des objectifs qu'il se fixe. Les intérêts se transforment en fonction de l'évolution de l'identité, de la motivation et du calcul stratégique de l'acteur lui-même (Hay, 1995). Si les organisations ethniques sont capables de formuler des revendications et de développer des projets, leur champ d'action reste limité par le mandat qui les définit. En revanche, la démarche d'acteurs individuels – dissidents ou dirigeants d'organisation peu respectueux du mandat – peut se faire dans une logique de choix conscient et variable selon leurs intérêts. Nous proposons d'étudier, dans cette section, le comportement des entrepreneurs ethniques et de tenter de modéliser leur capacité de lobby.

### *Au Tadjikistan, les effets de la guerre et du clivage régional*

Le Centre culturel des Ouzbeks du Tadjikistan, devenu la Société des Ouzbeks au Tadjikistan (SOT) en 1994, était dirigé depuis ses débuts par Kurbon Sattarov, un ancien apparatchik communiste, qui avait développé une approche très conciliante avec les nouvelles autorités du pays à l'issue de la guerre civile. En 1996, le président déjà âgé décide de ne pas renouveler son mandat. Le *kurultaj* bisannuel porte à la tête de l'organisation un Ouzbek plus jeune et dynamique, Žahongir Ruziev, connu de tous sous son nom de guerre. Pendant le conflit civil, Žahongir a en effet dirigé un groupe armé dans le sud du pays, en soutien à la faction des Kulâbi, désormais au pouvoir à Douchanbé, et dont il a toutes les faveurs. Il cumule plusieurs fonctions lucratives, que lui a offertes le pouvoir en gage de son alliance passée : il est maire de Tabošar, une ville minière, mais surtout responsable de l'administration régionale des douanes et de PamirSamoSvet, une compagnie d'extraction et de commercialisation de

pierres précieuses et semi précieuses, deux activités extrêmement lucratives (entretien, 11 septembre 2008). Fort de son aura militaire et de ses ressources financières, Žahongir impose son style très directif à la tête de la SOT et ne tarde pas à provoquer des tensions dans le fonctionnement de l'organisation. C'est notamment le cas lors des séances du Conseil civique, l'instance de concertation regroupant les organisations ethniques et les autorités, et à laquelle la SOT participe. De par sa relation privilégiée avec le Président de la république, Žahongir prend rapidement le leadership du Conseil. Les autres membres, soucieux de maintenir l'équilibre des pouvoirs, craignent que l'activiste ouzbek n'impose ses points de vue par la force. Les séances sont souvent houleuses (entretien avec un membre du Conseil civique, 13 septembre 2008).

Mais l'attitude de Žahongir provoque surtout des dissensions au sein de la Société des Ouzbeks. Les délégués de la province de Sughd, une région qui était restée à l'écart du conflit civil et avait été exclue du processus de paix et de partage du pouvoir entre les belligérants, voient d'un mauvais œil d'être dirigés par un ancien chef de guerre, qui plus est, lié au nouveau pouvoir en place à Douchanbé. Le responsable de la branche provinciale de la SOT à Khoudjand, l'universitaire et homme politique Hamid Pulatov, finit par se retirer de l'organisation et crée une structure indépendante dans son Nord natal, la Société des Ouzbeks de la province de Sughd (SOP) (entretien, 5 septembre 2008). La province nord dispose désormais de deux organisations ethniques parallèles et concurrentes, tant dans leur structure que dans leur direction : la SOP de Pulatov donc, mais également la branche provinciale de la SOT, dirigée par Mahsud Hamidov, qui partage avec son concurrent le fait d'avoir occupé la fonction de gouverneur-adjoint de la province (lui sous l'URSS, Pulatov à partir de 1996) et la fonction de recteur d'université. Plus qu'un rejet de la direction nationale de la SOT, la dissidence de Pulatov semble être, en réalité, le résultat d'une lutte de pouvoir avec son homologue régional, comme l'explique le président de la branche de la SOT du district de Nov :

Lorsque la Société des Ouzbeks a été créée à Douchanbé, la branche de Sughd était la plus dynamique. Et notre district [de Nov] avait été identifié comme l'une des bases de développement des activités de la Société car nous disposions de toutes les infrastructures nécessaires : une imprimerie, une chaîne de télévision et de radio, des journaux en ouzbek, un théâtre ouzbek d'art dramatique. Mais depuis que le professeur [Pulatov] a créé son organi-

sation, nous ne savons plus avec qui nous devons travailler. Dans ce genre de projet, il faut être collectif et pas regarder son propre intérêt (entretien, 10 septembre 2008).

Les activistes ouzbeks de la province de Sughd mènent donc une lutte d'influence pour s'imposer à la tête de la communauté. Dès la création de son organisation, Pulatov reprend à son compte la publication du journal de langue ouzbèke *Qadriât* [Valeur] et lance la revue littéraire *Sughd Ėghdösi* [Lumière de Sughd], toutes deux largement financées par ses fonds personnels.

La stratégie de concentration du pouvoir que le Président tadjik développe à partir de la fin des années quatre-vingt-dix se caractérise par une série d'arrestations et d'assassinats ciblés sur ses anciens alliés (ICG, 2004). Žahongir n'échappe pas à cet étouffement et tombe en disgrâce, en 2000, à la suite d'un procès politique intenté contre lui et qui le condamne à la peine capitale. Dix ans après, l'organisation n'est toujours pas parvenue à désigner son nouveau leader. Dans un contexte sociopolitique pourtant assaini, elle continue de faire les frais du mandat contesté de son dernier représentant. Mais surtout, la dissidence dans la province de Sughd de l'un des membres les plus actifs du mouvement, sabote sa légitimité sur une partie – et non la moindre – du territoire et l'empêche de se présenter face aux autorités nationales avec un visage unifié.

### *Au Kirghizstan, les modèles de mobilisation ethno-politique de la nouvelle élite ouzbèke*

Malgré les nombreuses initiatives portées par le Centre Culturel National Ouzbek (CCNO) – création de l'Université OŠKUU, du Centre de production de manuels scolaires en ouzbek, maintien du théâtre d'art dramatique ouzbek Babur – certains activistes reprochaient le conformisme des dirigeants, issus pour l'essentiel du milieu académique ou de l'ancien appareil d'État soviétique. Une nouvelle génération d'activistes a émergé sur la scène publique, en opposition à ce modèle établi.

Le président de la branche provinciale du CCNO de Djalalabad, Kadyržan Batyrov, imposa très tôt son dynamisme et ses moyens financiers pour répondre aux besoins des Ouzbeks de sa province. Trentenaire lorsqu'il prit la direction de l'organisation, Batyrov appartient à cette jeune élite

désignée par l'expression « nouveaux Kirghiz », en référence à l'oligarchie des « nouveaux Russes » en Russie. Il s'est enrichi, comme de nombreux hommes d'affaires de sa génération, lors de la campagne de privatisation de l'économie kirghize. Le rachat à moindre coût d'entreprises d'État en faillite et la mise en place de réformes radicales permettaient d'améliorer leur rendement et d'en tirer de précieux bénéfices.

Désireux d'investir une partie de ses revenus pour améliorer les perspectives de carrière de la jeunesse ouzbèke de sa province, Batyrov fait construire en 1999, dans sa ville natale de Djalalabad, un vaste complexe éducatif comprenant un jardin d'enfants, une école d'enseignement général et une université. Il ne s'agit pas de créer un système parallèle, où l'enseignement serait exclusivement en ouzbek et l'accès réservé aux seules familles pouvant payer les droits d'inscription d'un établissement privé, comme cela est le cas à l'époque pour certaines écoles de langue russe ou pour les collèges turco-kirghiz. Ici, la logique est différente. Elle relève de la conception civique que se fait Batyrov de la société dans laquelle il vit. Pour lui, la participation des jeunes Ouzbeks à la vie politique et économique du Kirghizstan exige la connaissance des deux langues officielles du pays, le kirghiz et le russe. Et c'est bien ce qu'offre le complexe de Batyrov. Pour les plus jeunes, le jardin d'enfants *Poznanie* [Connaissance] propose un « apprentissage original des trois langues indispensables au développement de l'enfant ouzbek : la langue maternelle, le kirghiz et le russe » (entretien, 11 décembre 2006). L'école secondaire *Olimp* [Olympe] est une école de langue russe, qui dispense donc un enseignement exclusivement en russe, à l'exception des cours obligatoires de langues kirghize et ouzbèke<sup>9</sup>. Enfin, l'université de l'Amitié des peuples en hommage au père du mécène Alim Batyrov (*Universitet Družby Narodov imeni Alima Batyrov*) dispense également des enseignements en russe. L'université compte 1 500 étudiants. Comparée aux 14 000 étudiants inscrits à l'université publique d'OŠKUU, ouverte à l'initiative du CCNO à Och, le complexe de Djalalabad apparaît moins ambitieux. Mais cet établissement exclusi-

---

<sup>9</sup> L'enseignement de l'ouzbek dans le programme scolaire d'une école de langue russe est une nouveauté, car l'ouzbek n'y jouit pas du statut de langue officielle à la différence du kirghiz et du russe. Pour éviter que cet écart aux standards du pays ne décline l'école, les cours d'ouzbek sont, certes obligatoires, mais comptabilisés dans le quota des enseignements facultatifs (entretien avec le vice-directeur du département d'éducation de la province de Djalalabad, 7 décembre 2006).

vement financé avec des fonds privés, pour l'essentiel ceux de Batyrov, délivre des diplômes avec le sceau du ministère de l'Éducation.

Ce complexe éducatif soutenu par un homme d'affaire est l'illustration d'un modèle de lobby ethno-politique qui existe en Asie centrale. En subvenant, à ses frais, aux besoins des Ouzbeks de Djalalabad, Batyrov se construit une image de mécène et s'attire ainsi la sympathie de sa communauté. Par ailleurs, son cadre conceptuel de la question ouzbèke au Kirghizstan repose sur une vision civique inclusive : ici, l'apprentissage de valeurs communes à l'ensemble des citoyens, en premier lieu leurs deux langues officielles, favoriserait la participation de la minorité ouzbèke à la société environnante. En outre, son attitude respectueuse des normes éducatives nationales permet à Batyrov de bénéficier, sinon du soutien matériel, du moins de la bienveillance du régime. Ce modèle de lobby que nous qualifierons de « stratégie charismatique » se caractérise donc par une capacité élevée de mobilisation de la communauté, grâce à l'engagement altruiste de son dirigeant et à une démarche constructive de coopération avec les autorités nationales.

Davron Sabirov fait partie de la même génération d'activistes ouzbeks que Batyrov. Comme lui, il a bâti sa fortune personnelle sur les décombres de l'économie soviétique. Sa fonction de président de la compagnie gazière KyrgyzGas lui a permis de se construire une image positive auprès de la population. En effet, lorsque l'Ouzbékistan, unique fournisseur en gaz naturel des provinces kirghizes de la vallée du Ferghana, interrompait ses exportations pour impayés, comme cela fut le cas en 1999 et 2000, Sabirov activait son réseau relationnel transfrontalier et parvenait à un accord rapide avec l'administration et le secteur gazier d'Andijan pour réactiver les livraisons de gaz<sup>10</sup>. Il dirigeait également la corporation médiatique *Mezon* [Échelle] comprenant un journal hebdomadaire homonyme publié à Och en ouzbek et la chaîne *Mezon-TV*, qui diffusait dans la province d'Och des programmes majoritairement en langue ouzbèke. Et comme Batyrov, Sabirov a embrassé une carrière politique de député de la Chambre basse du Parlement kirghiz, où il a été élu en 2000. Cependant, la comparaison entre les deux jeunes activistes ouzbeks s'arrête ici. Si Batyrov a développé sa capacité de lobby dans la province de Djalalabad sans jamais rompre

<sup>10</sup> Discussions informelles de l'auteur avec des habitants d'Och, Kirghizstan, hiver 1999-2000.

avec le CCNO, Sabirov a fait, très tôt, le choix de s'en séparer pour créer en 1997 la Société des Ouzbeks (SO) de la province d'Och. Au-delà même de la dissidence structurelle, il s'agit d'un véritable changement de rhétorique. Son cadre conceptuel de la question ouzbèke repose en effet sur une conception ethnique exclusive, comme en témoigne la création de médias privés de langue ouzbèke.

La langue a d'ailleurs été à l'origine de sa dissidence. Lorsque l'Ouzbékistan décida de réformer son alphabet pour passer du cyrillique au latin, les dirigeants du CCNO se positionnèrent en faveur d'un maintien de l'alphabet cyrillique, un peu par conservatisme, mais surtout pour permettre aux Ouzbeks d'utiliser la même calligraphie que leurs concitoyens kirghiz (entretien, 11 décembre 2006). La rupture linguistique avec l'Ouzbékistan était perçue comme un moindre mal, en comparaison de la marginalisation que risquaient les Ouzbeks au sein de la société kirghize s'ils adoptaient l'écriture latine. La position du CCNO était conforme à sa conception d'une nation civique cimentée par des valeurs communes, à commencer par l'alphabet utilisé par l'ensemble des citoyens. À la tête de sa Société des Ouzbeks, Sabirov se positionna radicalement en faveur de l'alphabet latin, justifiant son choix par le fait que les Ouzbeks pourraient ainsi bénéficier de nouveaux manuels scolaires imprimés en latin. À une période où la principale préoccupation des Ouzbeks du Kirghizstan était la détérioration des conditions d'enseignement des écoles, notamment en raison du manque de manuels, le discours de Sabirov prenait une tournure populiste. D'ailleurs, il n'hésita pas à commander la réalisation d'une enquête d'opinion auprès de la population. Il en ressortait que 76 % des interrogés étaient favorables à l'adoption de l'alphabet latin et 78 % souhaitaient que l'ouzbek obtienne le statut de langue officielle<sup>11</sup>. Réalisée par une organisation partisane – la Société des Ouzbeks – et sans notice méthodologique, cette enquête illustre la démarche adoptée par son commanditaire : chercher à légitimer son discours radical par le plébiscite de sa communauté afin de mettre les autorités du Kirghizstan sous pression.

C'est bien dans une logique de confrontation avec le régime qu'il faut comprendre ce second modèle de lobby ethno-politique. S'appuyant sur des outils de communication moderne (médias, enquête d'opinion),

---

<sup>11</sup> Enquête réalisée en 2002 par la Société des Ouzbeks sur 1 436 Ouzbeks de la ville d'Och (Khamidov, 2006).



Sabirov est parvenu à construire et diffuser une rhétorique nationaliste auprès de sa communauté. Contrairement à Batyrov, il perçoit l'avenir des Ouzbeks du Kirghizstan dans une niche ethnique, séparée du reste de la société. Ils y disposeraient de leur propre langue, de leurs propres écoles, de leurs propres médias, en liens étroits avec l'Ouzbékistan. Ce modèle de lobby, que nous qualifierons de « stratégie médiatique », se caractérise donc par une capacité tout aussi élevée de mobilisation que le premier modèle illustré par Batyrov. Mais ici la force du lobby résulte d'une politique de communication où les discours, plus que les actes, sont les vecteurs de la mobilisation du groupe. La démarche exclusive formulée en termes radicaux (nous Ouzbeks vs. vous Kirghiz) et portée par une rhétorique populiste apparaît comme une confrontation avec un pouvoir sous pression.

### **Conclusion : une typologie des activistes ethniques**

À la lumière des exemples développés dans cet article, il apparaît utile de réfléchir à une typologie des activistes ethniques, en les distinguant selon leur génération et leur secteur socioprofessionnel (voir Tableau 4). Les personnes appartenant à la génération « ex-soviétique » ont réalisé l'essentiel de leur carrière sous l'URSS, au sein de structures liées à l'appareil d'État. Il s'agit par exemple des universitaires ouzbeks Muhamedžan Mamasaidov au Kirghizstan, et Mahsud Hamidov et Hamid Pulatov au Tadjikistan, ces deux derniers ayant également occupé le prestigieux poste de gouverneur-adjoint de la province de Sughd<sup>12</sup>. Kurbon Sattarov a été, quant à lui, responsable-adjoint du district de Âvan, au sud du Tadjikistan. Formés à l'école soviétique, ces anciens apparatchiks se sont reconvertis à l'activisme ethnique en conservant un mode de pensée et d'action respectueux des administrations. La défense des intérêts de leur groupe passe par une coopération avec les autorités.

<sup>12</sup> À l'époque soviétique, les postes de direction des administrations nationales et provinciales respectaient une hiérarchie clairement établie. Les ministres et gouverneurs étaient le plus souvent des membres du groupe titulaire – ici des Tadjiks –, secondés systématiquement par deux adjoints, l'un russe et l'autre appartenant au second groupe ethnique – ici les Ouzbeks –, ce qui représentait donc un poste de prestige pour un fonctionnaire issu du groupe ethnique minoritaire.

Tableau 4  
Typologie des activistes ethniques

	Génération ex-soviétique	Génération post-soviétique
Année de naissance	1930-1940	1950-1960
Secteur socio-professionnel	Milieu académique Appareil d'État	Affaires Médias
Rhétorique	Revendications modérées dans une démarche respectueuse et conciliante vis-à-vis des autorités	Revendications radicales, parfois populistes au risque de la confrontation avec les autorités
Exemples	Muhamedžan Mamasaidov (Kirg.) Karbon Sattarov (Tadj.) Mahsud Hamidov (Tadj.) Hamid Pulatov (Tadj.)	Kadyržan Batyrov (Kirg.) Davron Sabirov (Kirg.) Žahongir Ruziev (Tadj.)

La génération « post-soviétique » correspond en revanche à une nouvelle élite, formée sous l'URSS finissante et qui s'est rapidement reconvertie à l'économie de marché après les indépendances. Il s'agit au Kirghizstan de l'homme d'affaires Kadyržan Batyrov et du magnat des médias Davron Sabirov et, au Tadjikistan, du chef de guerre Žahongir, devenu chef des douanes régionales et marchand de pierres précieuses. Forts de leur richesse personnelle, ces activistes ont les moyens de mettre en œuvre des projets en faveur de leur communauté. Ils apparaissent donc plus charismatiques et moins austères que leurs aînés. Ils n'hésitent d'ailleurs pas à utiliser cette popularité pour entrer dans l'arène politique. Si les législations nationales interdisent les partis politiques à base ethnique, le mode d'élection au scrutin uninominal favorise les dynamiques d'allégeances locales puisque chaque député est élu au niveau de sa circonscription électorale. C'est dans cette logique et grâce à leur popularité au sein de la communauté ouzbèke que Batyrov et Sabirov sont parvenus à entrer au Parlement respectivement en 1995 et 2000 (Sjoberg, 2009).

À la fin des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix, les débats au sein des organisations ethniques d'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Kirghizstan ont montré l'importance que revêt la forme institutionnelle d'une minorité ethnique pour donner corps à une action collective. Le rôle des acteurs de la société civile – organisations ethniques et activistes – apparaît essentiel en tant que force de lobby pour mobiliser la communauté et porter les revendications politiques auprès des autorités de tutelle.

Néanmoins, face à ces différentes stratégies de mobilisation, il apparaît important de regarder de plus près comment les individus perçoivent leurs élites et adhèrent ou non à leurs discours. En d'autres termes, il s'agira de comprendre, dans une prochaine étude, comment les personnes appartenant à une minorité ethnique se comportent dans la vie quotidienne. Suivent-elles les propositions formulées par leurs élites ? Ou bien parviennent-elles à s'autonomiser dans la « pratique quotidienne de leur identité<sup>13</sup> ».

## Bibliographie

- ANONYME, 1996, «Obšestvo Uzbekov v Tadžikistane» [La Société des Ouzbeks du Tadjikistan], *Asia-Plus*, 3 mai.
- BADIE Bertrand, 1993, *Culture et Politique*, Paris : Economica.
- BARANY Zoltan, 2002, "Ethnic Mobilization without Prerequisites. The East European Gypsies," *World Politics* 54, pp. 277-307.
- BRUBAKER Rogers, 1992, "Citizenship Struggles in Soviet Successor States," *International Migration Review* 26(2), pp. 269-291.
- , 1994, "Nationhood and the National Question in the Soviet Union and Post-Soviet Eurasia. An Institutionalist Account," *Theory and Society* 23(1), pp. 47-78.
- , 1996, *Nationalism Reframed. Nationhood and the National Question in the New Europe*, Cambridge : Cambridge University Press.
- BRUBAKER Rogers, FEISCHMIDT Margit, FOX Jon *et al.*, 2006, *Nationalist Politics and Everyday Ethnicity in a Transylvanian Town*, Princeton : Princeton University Press.
- FOLTZ Richard, 1996, "The Tajiks of Uzbekistan," *Central Asian Survey* 15(2), pp. 213-216.
- FUMAGALLI Matteo, 2005, *The Dynamics of Uzbek Ethno-Political Mobilization in Kyrgyzstan and Tajikistan (1991-2003)*, thèse de doctorat en science politique, Édimbourg : University of Edinburgh.
- GORENBURG Dmitry, 2003, *Minority Ethnic Mobilization in the Russian Federation*, Cambridge : Cambridge University Press.
- GOSKOMSTAT, 1991, *Nacional'nyj sostav naseleniâ SSSR po dannym vsesoûznoj perepisi naseleniâ 1989 g.* [Structure ethnique de la population de l'URSS d'après les données du recensement de population de 1989], Moscou : Finansy i statistika [[http://demoscope.ru/weekly/ssp/sng\\_nac\\_89.php](http://demoscope.ru/weekly/ssp/sng_nac_89.php)].
- HAY Colin, 1995, "Structure and Agency," in David Marsh & Gerry Stoker (eds), *Theory and Methods in Political Science*, Basingstoke : Palgrave, pp. 189-206.
- HOROWITZ Donald L., 1985, *Ethnic Groups in Conflict*, Berkeley : University of California Press.

<sup>13</sup> Pour reprendre l'expression « everyday ethnicity » de Brubaker *et al.*, 2006.

- INTERNATIONAL CRISIS GROUP (ICG), 2004, *Tajikistan's Politics. Consolidation or Confrontation?*, Briefing n°33, 19 mai, Douchanbé-Bruxelles [<https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/central-asia/tajikistan/tajikistans-politics-confrontation-or-consolidation>].
- JENNE Erin K., 2007, *Ethnic Bargaining. The Paradox of Minority Empowerment*, Ithaca : Cornell University Press.
- JONES-LUONG Pauline, 2002, *Institutional Change and Political Continuity in Post-Soviet Central Asia*, Cambridge : Cambridge University Press.
- KARIMOV Islam, 1987, *Uzbekistan on the Threshold of the Twenty-First Century. Threats to Security. Challenges to Stability and Progress*, New York : St. Martin's Press.
- KHAMIDOV Alisher, 2006, "Forging Broken Links. Uzbeks and the State in Kyrgyzstan," *Institute for Public Policy*, n°6, pp. 11-16 [[https://www.files.ethz.ch/isn/44548/KG\\_Brief\\_6\\_eng.pdf](https://www.files.ethz.ch/isn/44548/KG_Brief_6_eng.pdf)].
- LAITIN David, 1998, *Identity in Formation. The Russian-Speaking Populations in the Near Abroad*, Ithaca : Cornell University Press.
- MARCH Andrew F., 2002, "The Use and Abuse of History. 'National Ideology' as Transcendental Object in Islam Karimov's 'Ideology of National Independence'," *Central Asian Survey* 21(4), pp. 371-384.
- MELVIN Neil J., 2001, "Patterns of Centre-Regional Relations in Central Asia. The Cases of Kazakhstan, the Kyrgyz Republic and Uzbekistan," *Regional and Federal Studies* 11(3), pp. 165-193.
- NEDELMANN Birgitta, 1987, "Individuals and Parties-Changes in Processes of Political Mobilization," *European Sociological Review* 3(3), pp. 181-202.
- OLZAK Susan, 2004, "Ethnic and Nationalist Social Movements," in David A. Snow, Sarah A. Soule & Hanspeter Kriesi (eds), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford : Blackwell, pp. 666-693.
- RADNITZ Scott, 2005, "Networks, Localism and Mobilization in Aksy, Kyrgyzstan," *Central Asian Survey* 24(4), pp. 405-424.
- SJOBERG Fredrik M, 2009, *Elections and Identity Politics in Kyrgyzstan 1989-2009. Moving Beyond the 'Class Politics' Hypothesis*, thèse de doctorat en science politique, Londres : LSE.
- SNOW David A., ROCHFORD Burke, WORDEN Steven & BENFORD Robert, 1986, "Frame Alignment Processes, Micromobilization and Movement Participation," *American Sociological Review* 51, pp. 464-481.
- TARAS Kuzio, 2004, "'Nationalising States' or Nation-Building? A Critical Review of Theoretical Literature and Empirical Evidence," *Nations and Nationalism* 7(2), pp. 135-154.
- TILLY Charles, 1991, "Ethnic Conflict in the Soviet Union," *Theory and Society* 5(5), pp. 569-580.

- TISHKOV Valery, 1995, “‘Don’t Kill Me, I’m a Kyrgyz!’ An Anthropological Analysis of Violence in the Osh Ethnic Conflict,” *Journal of Peace Research* 32(2), pp. 133-149.
- , 1996, *Ethnicity, Nationalism and Conflict in and After the Soviet Union: the Mind Aflame*, Londres : Sage.

## Résumé

Dès la fin des années quatre-vingt, des organisations ethniques apparaissent en Asie centrale pour donner une forme institutionnelle – représentative ou non – aux minorités nationales et leur permettre ainsi d’entrer en relation avec les autorités. Dans un environnement politique changeant, ces organisations n’ont eu de cesse de défendre les intérêts de leur groupe, notamment par le biais de mobilisations ethno-politiques, c’est-à-dire des actions collectives fondées sur l’identité ethnique du groupe et formulant des revendications d’ordre culturel, social, économique ou politique.

En étudiant l’évolution des structures et des discours portés par les minorités ethniques d’Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Kirghizstan de la perestroïka aux premières années d’indépendance, cet article a pour objectif de montrer comment les acteurs de la société civile – organisations ethniques et activistes – interviennent comme force de lobby pour mobiliser leur communauté et porter des revendications auprès de leurs États de tutelle. Ces différents exemples permettent d’établir une typologie des activistes ethniques, où se distinguent les générations ex- et post-soviétique.

**Mots-clés** : minorités ethniques, action collective, société civile, Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizstan

## Abstract

*The Ethnicisation of Collective Mobilisations in Central Asia since 1989*

In the late 1980s Central Asia has experienced the emergence of ethnic organisations that gave an institutional form – either representative or not – to national minorities and enabled them to enter into relation with the authorities. In a changing political environment, these organisations have endeavoured to defend the interests of their group, especially through ethno-political mobilisations, that is, collective actions based on ethnic group identity and framing claims of cultural, social, economic or political dimension.

By exploring the evolution of the structure and rhetoric developed by ethnic minorities in Uzbekistan, Tajikistan and Kyrgyzstan from the perestroika to the early years of independence, this article shows how the actors of civil society – both ethnic organizations and activists – act as a lobbying power to mobilise their community and address demands to state authorities. These examples provide a typology of ethnic activists with two distinct ex- and post-Soviet generations.

**Keywords**: ethnic minorities, collective action, civil society, Uzbekistan, Tajikistan, Kyrgyzstan

## **Аннотация**

### *Этнитизация коллективных мобилизаций в Центральной Азии с 1989 года*

В конце восьмидесятых годов, в Центральной Азии появляются этнические организации, которые придают институциональную форму национальным меньшинствам, чтобы позволяло последним вести переговоры с властями. В условиях политического перехода, эти организации стремились защищать интересы своей группы, особенно посредством этнополитических мобилизаций, а именно, коллективных действий, основанных на идентичности этнической группы, выражающих культурные, социальные, экономические или политические требования.

В статье рассматривается развитие структур и риторик этнических меньшинств в Узбекистане, Таджикистане и Кыргызской республике с перестройки до начала год независимости, чтобы показать, каким образом общественные деятели (этнические организации и активисты) являются лоббистской силой для мобилизации своей общины и требований к государственным властям. Эти примеры позволяют создать типологию этнических активистов, в которых отличаются два поколения – экс-советские и постсоветские.

**Ключевые слова:** этнические меньшинства, коллективные действия, гражданское общество, Узбекистан, Таджикистан, Кыргызстан